



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de l'environnement,
de l'aménagement et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale du Val-de-Marne

Service risques et installations classées
12/14, rue des Archives
94011 Créteil Cedex

CRÉTEIL, le 12 septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



SIAAP

10 avenue Duranton

94460 Valenton

Références : **DRIEAT-IF/UD94/2023/PESSPVMO/AT/N°370GR**

N°Hélios : 59665

Code AIOT : 0007402258

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2022 dans l'établissement SIAAP implanté 1 AVENUE JULIEN DURANTON VAL POMPADOUR 94460 Valenton. L'inspection a été annoncée le 17/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIAAP
- 1 AVENUE JULIEN DURANTON VAL POMPADOUR 94460 Valenton
- Code AIOT : 0007402258
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La station d'épuration assure le traitement des effluents d'eaux usées d'un bassin comprenant la totalité du Val-de-Marne, la vallée de l'Yerres aval, la vallée de l'Orge, la vallée de la Bièvre et des zones des départements de Seine-et-Marne et de la Seine-Saint-Denis limitrophes.

Le débit de référence de l'usine est de 800 000 m³/jour en temps sec et jusqu'à 1 500 000 m³/jour par temps de pluie.

Depuis le 1er septembre 2019, la gestion de l'usine est effectuée par une SEMOP (société d'économie mixte à opération unique).

La station d'épuration est notamment réglementée :

- au titre de la loi sur l'eau par arrêté préfectoral n°2008/4518 bis du 5 novembre 2008,
- au titre des installations classées par l'arrêté préfectoral n°2010/7139 du 20 octobre 2010 modifié.

L'établissement relève du statut «SEVESO seuil haut » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1er du livre V du code de l'environnement. L'installation répond à la « règle de dépassement direct seuil haut » définie à l'article R. 511-11-I du code de l'environnement pour la rubrique 4510.

À ce titre, il est soumis aux dispositions de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1er du livre V du code de l'environnement.

En outre, les installations d'incinération de boues relèvent des dispositions de la directive IED (Industrial Emissions Directive) au titre des rubriques 3520-a et 3532.

Les installations sont soumises à garanties financières en application de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de Gestion de la Sécurité
- Incidents/accidents
- Retour d'expérience
- Autosurveillance environnementale

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
4	Retour d'expérience	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.6	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Autosurveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 9.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
3	Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
5	Systèmes particuliers de prévention des mélanges incompatibles	AP Complémentaire du 30/11/2020, article 1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Retour sur les FAASE 2022	Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.5.1	/	Traité dans le rapport du 08/02/2023

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre sous 15 jours les éléments d'appréciation de tout incident qui survient sur ses installations.

L'autosurveillance environnementale concernant les rejets atmosphériques du Pyrofluid et du Thermolys doit être renforcée et corrigée.

La gestion de la sous-traitance, en particulier la formation des entreprises extérieures, le retour d'expérience et l'organisation de cette dernière doit être approfondie.

La qualification des substances émises en cas d'accident doit faire l'objet d'une analyse spécifique.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.</p> <p>Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p>
<p>Constats : L'inspection s'est intéressée à la gestion de la sous-traitance par l'exploitant. Pour cela, la modification réalisée avec la mise en place du dispositif Alertech sur les cuves de Javel 31300 et 10510 a été abordée.</p> <p>Concernant la gestion de la sous-traitance, l'exploitant a transmis après l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le règlement applicable aux entreprises extérieures. <p>Ce plan rappelle les principaux risques du site, le processus à suivre avant intervention (DI, Demande préalable de modification, plan de prévention), les instructions de base (comportement, règles fondamentales, compétences du personnel), les consignes de sécurité et de protection de l'environnement.</p> <p>L'exploitant a également transmis une capture d'écran d'un sondage mis en place pour l'évaluation des fournisseurs. La prise en compte des résultats de ces évaluations des fournisseurs n'a pas été explicitée par l'exploitant.</p> <p>Globalement, l'exploitant ne dispose pas d'une procédure qui définit comment sont gérées les opérations de sous-traitance sur le site, notamment pour les sous-traitants intervenant sur les tâches sensibles. Ces tâches sont identifiées en amont.</p> <p>Observation N°1 : L'exploitant doit mettre en place une procédure qui encadre la gestion des sous-traitants. Celle-ci doit notamment expliciter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités de sélection et l'identification des entreprises extérieures travaillant sur des tâches sensibles, - l'évaluation des entreprises extérieures et sa prise en compte, - la gestion des compétences des sous-traitants travaillant sur des tâches sensibles, - La surveillance de l'activité et la réception des travaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : -Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Concernant la réalisation de la modification, les documents suivants ont été transmis après l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- le plan de prévention relatif à l'activité, ainsi que son dossier préparatoire,- l'analyse de risques liée à la modification. <p>En séance, l'exploitant précise également qu'un accueil sécurité est réalisé pour tous les entrants sur site. Les consignes de sécurité générales sont données pour chaque personne, et la validité de cet accueil est calée selon la durée couverte par le plan de prévention. Les accès sont paramétrés selon l'intervention. La conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident est donnée lors de l'accueil sécurité.</p> <p>En termes de volumétrie, l'exploitant comptait 88 plans de prévention réalisés entre le 1er janvier et le 1er novembre 2022. A noter que les dépotages sont couverts par un protocole de sécurité et pas un plan de prévention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Pour les travaux considérés, l'installation du spectromètre et de la boîte de jonction ont été réalisés par le sous-traitant. Le matériel est de conception Veolia, avec un brevet portant sur les boîtes de jonction. Les tests de bon fonctionnement à réception ont été réalisés en interne. Le procès verbal des opérations préalables à réception des travaux a été transmis à l'issue de l'inspection, ainsi qu'un rapport de vérification électricité visite initiale des armoires électriques de dépotage N°10510AM01 et N° 31300AM02.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Retour d'expérience

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.6
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des performances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.
Constats : L'exploitant a présenté en séance une fiche d'action d'amélioration (FAASE) concernant un déclenchement de variation anormale de niveau (MMR 6 — Arrêt de l'opération de dépotage de chlorure ferrique vers la cuve 11107-TK-001 À suite à une détection anormale de niveau dans la cuve) survenu le 26 octobre 2022 Ce déclenchement est dû à une montée en niveau anormalement basse lors du dépotage, consécutive à un oubli de remise en configuration normale des cuves de stockage 11107-TK-001 A/B/C avant le 1 ^{er} dépotage de chlorure ferrique (suite à un problème d'approvisionnement rencontré, passage en mode « vases communicants »). L'action corrective identifiée par l'exploitant consiste à vérifier l'absence de communication des niveaux liquides des 3 cuves de stockage 11107-TK-001 A/B/C. Si cette solution est effectivement adaptée pour éviter qu'un évènement similaire se reproduise, l'évènement interroge sur la gestion qui a été faite de cette modification temporaire de l'installation. En effet cet oubli est dû à une mauvaise gestion de cette modification temporaire, pour laquelle la date de fin aurait dû être fixée initialement. Observation N°2 : l'exploitant doit analyser son dispositif de consignation / modification temporaire pour vérifier que les conditions de retour de l'installation en situation normale sont systématiquement définies.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 5 : Systèmes particuliers de prévention des mélanges incompatibles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/11/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Liste de mesures de maîtrise des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Observations issues de la précédente inspection du 19/10/2021 : <ul style="list-style-type: none">- il convient que l'exploitant évalue l'intégration des dispositifs de condamnation des coffres de dépotage dans la liste des MMR et le cas échéant, élabore les fiches de vie pour ces dispositifs- il convient que l'exploitant évalue l'intégrité des jauges de niveau dans la liste des MMR et le cas échéant élabore les fiches de vie pour ces dispositifs.- il convient que l'exploitant fasse le nécessaire pour que le dispositif IDIS soit fonctionnel le plus rapidement possible.
Constats : Par courrier du 01/08/2022, l'exploitant a répondu aux écarts soulevés lors de l'inspection du 19/10/2022 concernant les systèmes MMR. Lors de la présente inspection, il a pu être constaté que : <ul style="list-style-type: none">- deux fiches de vie ont été créées : MMR 6 (variation anormale de niveau) et MMR 7 (double badgeage)- la liste des Mesure de Maîtrise des risques a été mise à jour avec les deux nouvelles MMR 6 (détection de variation anormale de niveau) et MMR 7 (procédure de gestion de produits chimiques en vrac). Ainsi, le site dispose maintenant de 7 Mesures de Maîtrise des Risques. Concernant la mise en fonctionnement du système IDIS (MMR5), celui-ci était en période d'observation depuis le 28 juin 2022 et en août 2022, les tests et essais réalisés ne permettaient pas d'envisager la réception définitive des travaux par l'exploitant. Lors de la présente inspection, la réception des travaux étaient terminées, depuis le 19 octobre 2022, SIVAL avait récupéré les commandes et le système IDIS était opérationnel. Ces éléments sont à prendre en compte dans le travail en cours sur l'EDD.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Le bilan des 5 FAASE (fiche d'action d'amélioration et de signalement d'évènement) transmises en 2022 a été réalisé lors de l'inspection, dont 4 en lien avec des impacts environnementaux, et une FAASE concernant la sécurité des installations. Cette FAASE en particulier a fait l'objet d'une analyse :</p> <ul style="list-style-type: none"> - FAASE relative au déclenchement de la barrière de sécurité MMR 6 suite à l'arrêt de l'opération de dépotage de chlorure ferrique vers la cuve 11107-TK001 conduisant à la mise en sécurité automatiques des installations. <p>L'analyse transmise à l'inspection des installations classées est satisfaisante. Les mesures de prévention envisagées, stipulant une vérification d'absence de communication des niveaux liquides des 3 cuves avant tout dépotage, semble proportionné au risque.</p> <p>Non-conformité : Bien qu'il soit survenu le 26/10/2022, la FAASE n'a été transmise que le 5/12/2022, et l'inspection n'en a été informée que lors de l'inspection du 23/11/2022. Ces délais d'information ne respectent pas la prescription de transmission sous 15 jours.</p> <p>Ce point a également été abordé lors de l'inspection réactive effectuée le 20/12/2022: l'exploitant avait transmis le 16/12/2022, en préparation de cette dernière inspection, un courrier présentant la nouvelle organisation mise en place.</p> <p>De ce fait il n'est pas proposé de suite sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Programme d'autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE</p> <p>Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en oeuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en oeuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.</p> <p>Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.</p> <p>ARTICLE 9.1.2. MESURES COMPARATIVES</p> <p>Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.</p> <p>Constats : Une procédure de gestion des vérifications réglementaires "MGX-PRO-001 - gestion des VPR" suit les paramètres imposés par l'AP du 20/10/2010 concernant les rejets atmosphériques, odeurs, et qualité des rejets.</p> <p>Le bilan du 1er et 2nd trimestre 2022 des rejets atmosphériques et aqueux concernant le fonctionnement des installations classées de l'usine a été transmis le 16/12/2022. Le bilan du 3ème trimestre 2022 a été transmis le 30/01/2023.</p> <p>Concernant le contrôle inopiné des rejets atmosphériques pour les installations Thermylis et Pyrofluid, ils ont été réalisés respectivement le 13 et 14 juin 2022 puis le 15 et 16 novembre 2022.</p> <p>Pour le Thermylis, des concentrations supérieures de 20% à la VLE pour la somme des métaux lourds ont été identifiées. De même pour le Pyrofluid, les émissions sont supérieures à la VLE pour la somme des métaux lourds.</p> <p>Non-conformité N°1 : Il convient de procéder à de nouvelles analyses et des mesures techniques de réduction de ces dépassements sont attendus.</p>
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale